

# Le Monde



Manchester United ne fait pas un carton à la Bourse de New York

LIRE PAGE 8



Surpeuplée, insalubre, la prison de Nouméa est au bord de l'explosion

LIRE PAGE 7



TÉLÉVISIONS

Chris Lilley, la star australienne du politiquement incorrect

SUPPLÉMENT

Dimanche 12 - Lundi 13 août 2012 - 68<sup>e</sup> année - N°21014 - 1,60 € - France métropolitaine - [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) —

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

## Après cent jours, M. Hollande doit encore affirmer son leadership

■ Un premier bilan positif qui manque de perspectives

Après bientôt trois mois d'exercice du pouvoir, François Hollande peut se prévaloir d'avoir tenu la plupart de ses engagements pour ce premier temps de son action. Les Français lui en donnent acte, selon un sondage de l'IFOP réalisé du 6 au 8 août auprès de 1 004 électeurs et publié, samedi 11 août, par *Le Figaro*. Cette enquête montre toutefois un haut niveau de mécontentement - 54 %

des Français ne sont pas satisfaits de son action - et de scepticisme quant à sa capacité à résoudre les problèmes du pays. Dans un entretien au *Monde*, le sociologue Denis Muzet observe que la rupture avec les méthodes et le style de Nicolas Sarkozy est portée au crédit de M. Hollande, mais celui-ci doit démontrer un leadership que les Français, pour l'instant, ne lui reconnaissent pas. ■ Page 6

## Les handballeurs français pour l'éternité

■ Les Bleus défendent leur titre face à la Suède dimanche

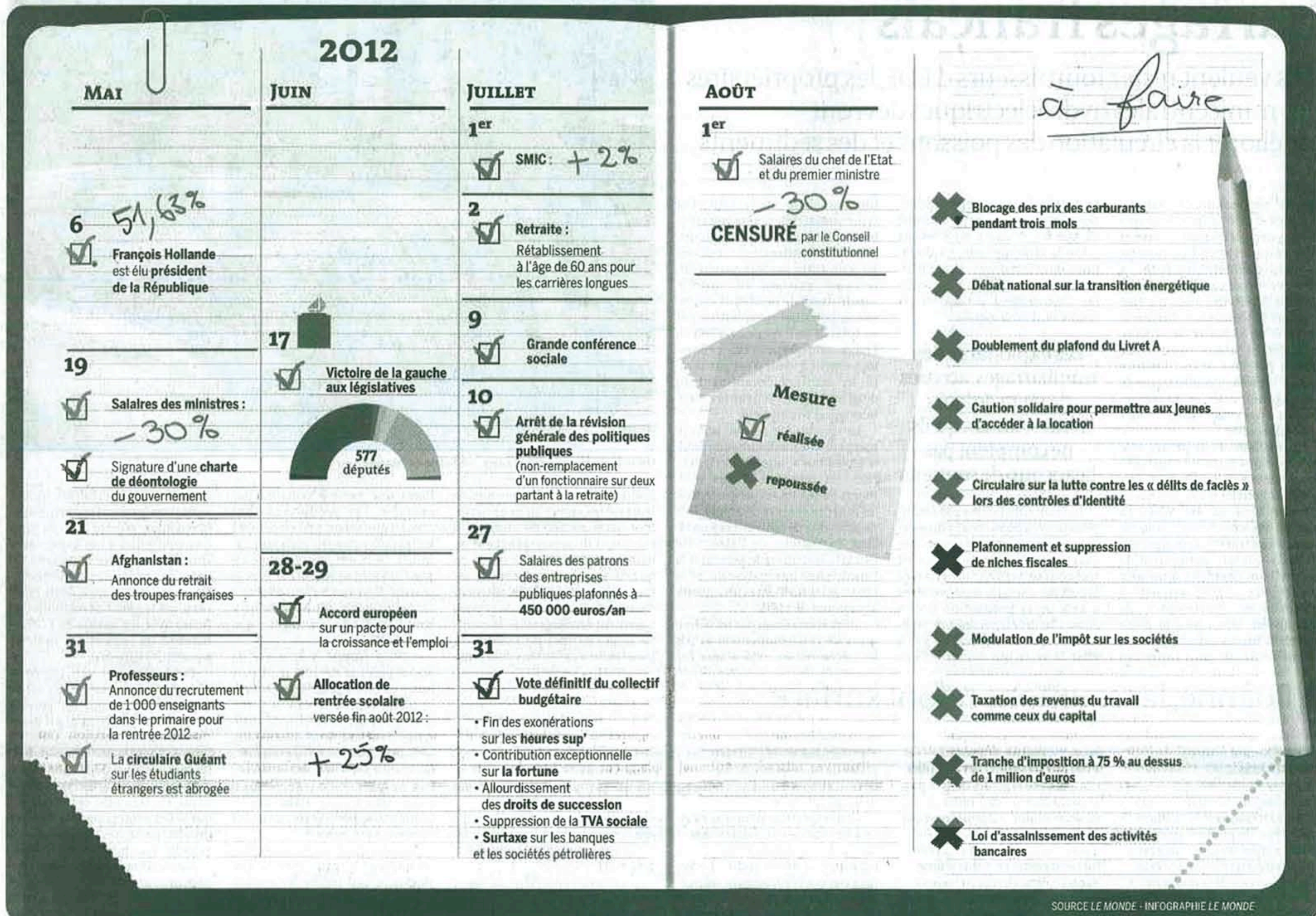
Supplément  
« Londres 2012 »

Cédric Sorhaindo, vendredi 10 août, contre la Croatie.  
C. DIMON / AFP / PHOTODISC



# Un premier bilan positif pour François Hollande

Le chef de l'Etat a tenu, pour l'essentiel, ses engagements de campagne, mais son leadership reste à démontrer



Le fait de prendre du temps, fait gagner du temps. Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement, a voulu, le 1<sup>er</sup> août, à l'issue du dernier conseil des ministres et avant les vacances, désamorcer la polémique lancée par l'UMP, qui accuse le gouvernement d'immobilisme.

Si tout n'a pas été fait aussi vite que promis, ce serait donc pour de bonnes raisons. Le fait est que « l'agenda du changement », rendu public par François Hollande le 4 avril, en pleine campagne, et consignait les mesures qui seraient prises avant le 2 août, n'a pas été totalement respecté.

Le big bang fiscal, cette grande réforme des impôts annoncée par M. Hollande, attendra l'automne. Les dispositions prises dans le collectif budgétaire adopté fin juillet par le Parlement ont surtout « détricoté » ce qui avait été fait durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy (heures supplémentaires, droits de succession, contribution exceptionnelle sur la fortune, TVA sociale).

Les premiers coups de pioche du véritable chantier fiscal seront donnés fin septembre, avec le projet de budget pour 2013. C'est ce texte qui accueillera les réformes de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu, ainsi qu'un coup de rabot – et de balai – sur les niches fiscales, une nouvelle tranche marginale à 45 % et une taxation à 75 % des revenus supérieurs à 1 million d'euros.

Autre engagement remis à plus tard, celui de bloquer temporairement les prix des carburants. Abandonné parce que ces prix baissaient au moment de l'élection de M. Hollande, le projet est revenu sur le devant de la scène ces derniers jours, quand ils se sont remis

à augmenter. Mais, pour l'instant, une commission a seulement été désignée pour étudier « la formation et la transparence des prix de la filière pétrolière ».

La loi d'assainissement sur les banques, qui devait notamment prévoir la « séparation des activités de dépôt et des activités spéculati-

## « La posture du « président normal » ne suffira pas pour gouverner »

Questions à... Denis Muzet, sociologue, président de l'Institut Médiascopie

Qu'est-ce qui caractérise la communication de François Hollande et celle du gouvernement ?

M. Hollande a pris le contre-pied de l'hyperprésident. Il a délégué ; il laisse son premier ministre gouverner et sait se mettre en retrait ; ses interventions sont ponctuelles, précises et pondérées. En outre, alors que Nicolas Sarkozy avait voulu faire croire que l'action présidentielle pouvait être instantanée, il l'a replacée dans sa durée, celle de la conception, de l'élaboration, de la concertation, puis de la délibération.

A la différence, encore, de M. Sarkozy, M. Hollande essaie de rassembler les Français et respecte les corps intermédiaires. Il va sur le plateau de France 2 ; il se rend au Conseil économique, social et environnemental pour présenter sa politique sociale. C'est un retour, sinon au « normal », du moins à une gouvernance tempérée, qui est l'essence même de la V<sup>e</sup> République. Peut-il tirer longtemps encore sur le crédit que lui procure ce contraste ?

Pour les Français, qui ont été dopés, voire drogués au sarkozysme, jusqu'à saturation, cette médi-

ation « hollandaise » a eu, dans un premier temps, un effet anesthésiant selon certains, apaisant selon d'autres. Dans nos enquêtes qualitatives, que corroborent les sondages, on voit qu'il y a, globalement, une bonne surprise, y compris chez des électeurs de droite, plutôt heureux de ce climat d'apaisement. Mais ce style, qui se définit en creux et pas en plein, ne sera pas suffisant. Plus on va s'éloigner de l'élection, moins cette réponse sera satisfaisante.

En outre, s'il a su faire reconnaître son style, récompensé en termes de popularité, et s'il a laissé exister son premier ministre, celui-ci ne lui offre pas plus un bouclier que François Fillon n'en offrait à M. Sarkozy. Sobre jusqu'à l'excès, Jean-Marc Ayrault paraît cantonné à un seul rôle de pédagogie. Cela laisse autour de lui un vide, dans lequel certains ministres s'engouffrent, d'où parfois une impression de flottement. Modestie, simplicité : cette banalisation de l'exercice du pouvoir correspond-elle aux attentes ?

Oui, incontestablement. D'abord parce qu'il y a une demande très forte de moralité dans les comportements : ne pas mélanger

n'avaient pas caché leur inquiétude qu'un plafond trop vite relevé ne détourne brutalement leurs clients des autres produits d'épargne.

Sur le logement, le candidat Hollande avait promis un décret autorisant la caution solidaire « pour permettre aux jeunes d'accéder à la location ». Cette mesure semble

oubliée. En revanche, un décret sur l'encadrement des loyers dans 38 agglomérations, qui figurait dans son programme mais pas dans l'agenda du changement, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août. Enfin, la circulaire pour proscrire les contrôles d'identité au faciès ne devrait pas être publiée avant la rentrée. Cette mesure, qui devait se concrétiser par l'obligation de remettre un récépissé lors de chaque contrôle, a fait les frais de l'opposition des syndicats de policiers et du scepticisme de Manuel Valls, le ministre de l'intérieur. ■

« La posture du « président normal » ne suffira pas pour gouverner »

oublée. En revanche, un décret sur l'encadrement des loyers dans 38 agglomérations, qui figurait dans son programme mais pas dans l'agenda du changement, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août.

Enfin, la circulaire pour proscrire les contrôles d'identité au faciès ne devrait pas être publiée avant la

rentrée. Cette mesure, qui devait se concrétiser par l'obligation de remettre un récépissé lors de chaque contrôle, a fait les frais de l'opposition des syndicats de policiers et du scepticisme de Manuel Valls, le ministre de l'intérieur. ■

gnol, Mariano Rajoy, à faire adopter par la chancelière allemande, Angela Merkel, la ligne de la croissance, qui reste d'ailleurs à confirmer. Mais s'il veut entraîner les Français, il lui faut forger un grand récit. Les contraintes de la campagne l'ont amené à entretenir le flou sur sa vision de l'avenir, pour pouvoir passer entre les critiques et se faire élire un peu par défaut. Cela a été bien joué tactiquement. La question est maintenant : « Qu'est-ce qu'il y a derrière ? Quelle France propose-t-il dans quinze ans ? »

Les Français ont intégré la nécessité de la rigueur. On l'a vu à l'automne 2011 au moment des plans Fillon, dont ils trouvaient qu'ils n'allaient pas assez loin. Ils sont prêts à participer individuellement à l'effort, à deux conditions : qu'il soit équitablement partagé – de ce point de vue, des gages ont été donnés depuis trois mois –, mais aussi qu'on voie à quoi il va mener, qu'il va déboucher sur un mieux pour nos enfants, sinon pour nous. Pour l'instant, on ne voit pas de chemin vers un horizon prometteur. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK JARREAU

JEAN-BAPTISTE CHASTAND ET ANNE EVENO